

Note de lecture

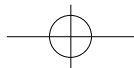
Yves Cochet et Agnès Sinaï, « Sauver la terre », Paris, Fayard, 2003.

Par Dominique Boullier

Le livre de Yves Cochet et Agnès Sinaï ne tergiverse pas sur l'ampleur des enjeux : *Sauver la terre* est son titre, programme sans doute aussi démesuré à première vue que la catastrophe annoncée. L'exergue de Hans Jonas prend les devants quant à la critique de cette démesure éventuelle de l'alerte¹ : « la prophétie de malheur est faite pour éviter qu'elle se réalise; et se gausser ultérieurement d'éventuels sonneurs d'alarme, en leur rappelant que le pire ne s'est pas réalisé, serait le comble de l'injustice: il se peut que leur impair soit leur mérite. » (*Le principe responsabilité*, 1979). On voit aussitôt que nous sortons du registre de la falsifiabilité et de l'argumentation contradictoire puisque, dans tous les cas, le prophète s'en sort avec les honneurs. Pourtant, cette posture du « catastrophisme éclairé », comme l'appelle J.-P. Dupuy, est (trop) vite écartée. On ne peut pas croire ce que l'on « sait », selon sa formule, car cette certitude porte sur un « impossible », un radicalement nouveau, pourtant connaissable : il soulignait d'ailleurs² à quel point le principe de précaution était ici hors de propos, et il semble bien que ce soit le cas pour les catastrophes annoncées en matière de changement climatique notamment. Le rôle même de la parole prophétique, voire seulement de celle des experts supposés savoir, est alors en question et du même coup, celle des auteurs de *Sauver la terre*. Sans endosser les présupposés de H. Jonas sur le côté salutaire de cette « heuristique de la peur », qui exploiterait les ressources de la peur pour faire dévier de trajectoires pourtant « écrites », les auteurs se prennent en effet au jeu de l'accumulation de preuves qui font froid dans le dos et au jeu des scénarios dans leur conclusion. Certains de ces scénarios tels que « barbarie et dévastation » et « dictature et forteresses » sont

¹ Voir les travaux de Francis Chateauraynaud et Didier Torny, les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

² Dupuy, Jean-Pierre, Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain, Paris, Éditions du Seuil, 2002.



inquiétants à souhait, et pourtant, l'on sent bien que c'est ce qui leur paraît le plus probable.

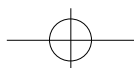
C'est grave (c'est certain) et « on » ne fait rien.

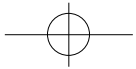
Nous devons donc exploiter les ressources qu'ils fournissent pour voir dans quelle mesure des cosmopolitiques ont encore une pertinence dans un tel contexte. Les prérequis de toute leur démarche reposent sur cette double affirmation: les conséquences de ce qui est en train de se passer seront très lourdes (et c'est certain); les dirigeants (politiques et économiques) restent inconscients de la gravité de ces conséquences malgré tous les discours convenus sur le développement durable.

Le livre confirme bien que la catastrophe doit être annoncée et qu'elle est certaine: changement climatique, écosystèmes et biodiversité, plantes génétiquement modifiées et aberration nucléaire, sont les points d'entrée du diagnostic. On ne peut plus guère avoir de doutes sur le caractère documenté de ces changements et sur leur effet de potentialisation provoquant un changement global inédit, en voie d'accélération, comportant une inertie lourde à toute contre-mesure. Les contradicteurs sont balayés, et certains comme Bjorn Lomborg, sont même désignés comme « révisionnistes » du changement climatique. Autant les arguments de Lomborg sont, somme toute, aisément critiquables, autant on sent que le débat change de registre dès lors que l'on parle si rapidement de « révisionnisme », alors que les « faits » sont toujours en train d'être faits et donnent lieu en permanence à évaluation et à recherche des causalités plus complexes.

C'est pourtant cette contradiction qu'avait d'emblée soulevée l'ouvrage: on « sait » mais cela ne change rien aux comportements des dirigeants. Du coup, réaffirmer la réalité du changement climatique comme dogme ne produit pas plus d'effet. La question importante n'est plus celle de combattre ceux qui contestent la réalité (ou la vérité) de ces phénomènes, car on est à se demander à quoi pourrait bien servir d'empiler des tonnes de faits avérés supplémentaires dès lors que rien ne change fondamentalement dans « les consciences ».

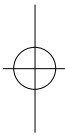
C'est précisément à quoi se consacre une grande partie de l'ouvrage, en racontant les méandres des sommets de Kyoto, de Marrakech, de La Haye, de Bonn, de Johannesburg, autant d'étapes qui font et défont en permanence les accords internationaux. À chaque fois les manœuvres des pays occidentaux mais principalement des États-Unis, et aussi de tous les groupes industriels concernés, sont bien mises en évidence. À tel point qu'on se demande, en l'absence d'organe de pouvoir international supérieur aux États, ce qui pourrait parvenir à faire entendre raison à tous ces intérêts à court terme, étrangement coalisés pour leur perte commune



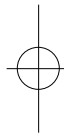


dans le moyen ou long terme. « Faire prendre conscience aux dirigeants » des conséquences de leur inertie devient donc un *leitmotiv*, compliqué par le fait que toute prise de conscience affichée et proclamée se traduit en fait par de la passivité, par des actions à contresens ou encore par une redéfinition du problème qui rend impossible sa solution comme dans le cas des échanges sur les puits de carbone. C'est sans doute l'atout majeur de ce livre que de mettre en parallèle les arguments sur la crise qui menace et les manœuvres des sommets débouchant sur une certaine impuissance.

L'interaction spéculaire
pour constituer les représentations communes...

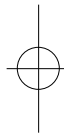
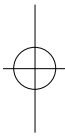
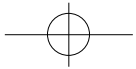


On peut regretter cependant que les descriptions parfois détaillées de ces sommets ne soient pas mises en perspective à travers le pari théorique fort intéressant présenté dans le chapitre 2 (Déni et croyances). Les auteurs le disent explicitement, de façon quelque peu contradictoire avec tout le projet du livre: « Il s'agit d'admettre que délivrer plus d'informations sur la crise environnementale globale, présenter plus de faits qui en manifestent la croissance, invoquer dramatiquement des arguments moraux sur la misère des peuples du Sud ou sur les risques pour les générations futures, que tout cela est sans doute nécessaire mais assurément insuffisant pour convaincre les responsables et les populations de l'acuité croissante de la crise et de l'urgence de renoncer au modèle productiviste qui l'engendre. » (p. 56) Leur hypothèse repose sur « l'interaction spéculaire » comme moteur de la construction des représentations communes: « Les êtres humains forment société en échangeant des modèles du monde forgés par leurs échanges et qui contiennent un modèle de leurs échanges. La société est un système de représentations croisées entre individus: je me représente la manière dont les autres se représentent les choses et moi-même. » La conséquence dans la pratique politique est la suivante: « Son action politique (celle de celui qui aurait été convaincu de la gravité de la crise) sera alors moins déterminée par la force de cette nouvelle croyance que par l'évaluation qu'il pourra faire de la force de cette même croyance chez ses rivaux et amis. » Cette position présente la structure normative des sociétés sous une forme quelque peu paranoïaque, puisque c'est le regard de l'autre qui semble seul constituer nos représentations, voire nous-mêmes. Mais elle est sans doute globalement juste pour expliquer la stabilité et le conservatisme naturel des sociétés, « la reproduction » aurait dit Bourdieu.



... mais comment en changer ?

Pourtant, ici comme chez Bourdieu, on ne voit guère ce qui pourrait rompre ce cercle spéculaire pour enclencher une évolution de la *doxa*, pour



produire un nouveau sens commun. On comprend cependant avec ce modèle qu'une fois la représentation dominante disqualifiée, de nouvelles croyances pourraient prendre rapidement la place des précédentes. On peut d'ailleurs se demander si ce n'est pas ce qui est déjà arrivé sur ces questions dites environnementales : oui, l'opinion a changé, et pas seulement dans les pays occidentaux ; oui, d'une certaine façon, les écologistes ont réussi une forme d'hégémonie gramscienne pour définir l'agenda contemporain des politiques aussi bien que les normes industrielles. Mais comme souvent, en gagnant sa reconnaissance, la critique écologiste, devenue langue commune de la « gouvernance mondiale », a été totalement requalifiée, exactement comme avait été requalifiée la critique sociale et artiste des années 70 par le « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiappello). La dynamique spéculaire a au moins le mérite de ne plus propager les fantasmes de l'avant-garde éclairée qui ont irrigué tout le mouvement ouvrier, même si certains écologistes se vivent précisément sur ce mode qui leur donnerait raison pour imposer leurs solutions, sous des formes autoritaires qu'on a parfois reproché à Jonas précisément. Mais cette spécularité ne nous donne guère de leviers politiques pour déplacer les regards, pour provoquer cette contagion, cette propagation, finalement peu éloignée de Tarde. Car la victoire dans l'opinion est une victoire à la Pyrrhus, lorsque l'on constate la complexité des montages à opérer pour passer à l'action.

Les conditions de possibilité du débat :
mesurer ou retrouver des principes ?

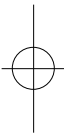
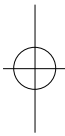
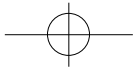
Les conditions de construction d'une représentation commune sont évoquées et mériteraient à elles seules d'être encore approfondies. La question de la mesure des effets est bien sûr importante et les auteurs soulignent que seules des propositions comme « l'empreinte écologique » tentent de formaliser un cadre commun pour rendre ce monde complexe commensurable : c'est un pré-requis de tout débat politique, la construction commune du cadre, des indicateurs, qui permettront ensuite de débattre sur les objectifs. De même, nous donnent-ils des exemples très frappants de la longue chaîne technique qu'il faut construire pour seulement créer les conditions de la discussion sur les puits de carbone. « Les discussions portent même sur le nombre de pixels que doivent comporter les images satellites : de la qualité de la définition dépendra la précision des inventaires. Las, les pixels coûtent cher. Plus l'image sera à haute définition, plus elle sera coûteuse. La Russie, par exemple, qui exige de pouvoir largement recourir aux puits, n'aura pas les moyens d'en fournir des inventaires précis. » (p. 161) Quelle meilleure illustration de la construction

simultanée du problème, des instruments pour y accéder et du collectif qui peut le traiter? Et surtout, quel énorme « investissement de forme » (Thévenot) pour parvenir à constituer un cadre de discussion partagé.

Pour rendre ce monde commensurable, condition élémentaire de la discussion politique pour pouvoir hiérarchiser, comparer, décider, on pourrait penser que l'économie serait convoquée comme ressource prioritaire. Mais les auteurs sont finalement pris, comme tant d'autres, dans la diabolisation de l'économie qui n'est que le contre-pied de la sacralisation à laquelle elle donne lieu dans l'élite mondiale. Doit-on accepter de rentrer dans le calcul, et mobiliser pour cela les techniques de l'économie qui permet de produire des équivalences entre des entités et des biens qui sont nécessairement fort différents? Ou doit-on refuser cette réduction et affirmer que les choix doivent se faire sur des principes éthiques qui ne peuvent faire l'objet d'aucune mise en équation? Cette alternative n'est pas assez dénoncée par les auteurs comme un piège. L'éthique qui guide nos comportements est une compétence requise pour pouvoir débattre: comment décider ensemble d'un comportement commun lorsque l'un des partenaires est incapable de se réguler et de mettre en pratique certains principes? Nous le verrons plus loin, c'est dire que la question de l'addiction au productivisme est une des causes à examiner sérieusement. Mais la nécessité de l'éthique ne fournit pourtant aucune procédure ni aucune ressource pour faire le travail concret de construction du monde commun. Une fois d'accord pour préserver la diversité des espèces au nom d'un principe supérieur, comment fait-on pour organiser cette préservation et régler la quantité infinie des situations rencontrées? C'est ce que l'on connaît bien dans les traditions scolastiques sous le nom de casuistique: ce n'est qu'une affaire de « cas », qui, lorsqu'ils sont compilés et transmis, aident malgré tout à s'orienter. Mais pour organiser ce débat au niveau mondial, selon des principes démocratiques, et pour trouver les leviers techniques de l'action, comment ne pas voir qu'il faut entrer dans le calcul et de fait mobiliser ce que d'aucuns considèrent comme la réduction économique? Au risque de faire prendre le thermomètre pour la finalité de l'action, on le sait bien. Mais si l'on fabrique bien ces instruments de mesure, si l'on crée bien un monde commensurable, certes provisoirement, on peut enfin entrer dans l'action commune.

Quelle explication du processus, au-delà des slogans ?


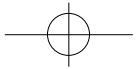
Les auteurs sont plutôt portés à juste titre à critiquer ces formes de calcul qui se réduisent à des marchandages où toutes les ruses savantes sont bonnes pour préserver ses intérêts (on voit bien alors que, sans



éthique, toute la discussion économique finit par tourner à la guerre de tranchées). Toutes les tentatives pour internaliser les externalités sont le plus souvent détournées, voire même perverses en elles-mêmes car elles font reposer les coûts ainsi généralisés sur un supposé marché où les plus faibles sont encore exploités. Le livre montre bien comment les marchandages Nord/Sud sont devenus féroces avec en leur cœur une bataille idéologique essentielle pour embarquer les pays du Sud dans la remise en cause ou le renforcement du système productiviste. Les auteurs sont au bout du compte très réticents à cette entrée dans le calcul: «La mathématisation du problème répond à la recherche de solutions flexibles et conciliantes avec le système économique, au risque de fabriquer des mécanismes d'occultation de l'urgence écologique.» (p. 149) Mais la conscience aiguë des causes profondes de ces phénomènes de destruction de l'écosystème de la part des auteurs finit par reposer sur de supposées évidences. Si pour traiter la catastrophe à venir, il faut non pas trouver des palliatifs, des arrangements ou des accords politiques, toujours limités et situés dans ce monde-ci, mais remettre en cause le système économique, encore faut-il s'entendre sur sa définition. Et pourtant tout au long de l'ouvrage, on passera aisément de la critique de la marchandisation à celle de la financiarisation de l'économie, ou encore plus souvent à la critique, si fréquente dans le discours écologiste, du productivisme. Or, il faut le dire nettement, nous n'avons toujours pas de théorie de ce productivisme et on pourrait tout aussi bien, à ce compte-là, étendre la critique ou la chaîne des causes à tout le modernisme, comme le fait Latour, et à un moindre degré Beck, ou glisser aussi vers la critique du scientisme. D'autres auraient aussi ajouté le capitalisme ou la mondialisation, ce qui n'aide personne à agir mais finit par faire des évidences partagées et par faire effet de masse.

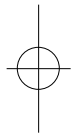
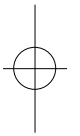
Anti économie ou autre économie.

Les auteurs oscillent ainsi, et tous les écologistes avec eux selon nous, entre un point de vue radicalement antiéconomique qui prétend que l'éthique seule permet de gouverner le monde et un point de vue critique du modèle économique contemporain que l'on peine pourtant à caractériser, même si on se contente aisément du terme très vague de productivisme pour se démarquer des marxistes. Comment dès lors construire des leviers cohérents d'action politique si l'on ne définit pas plus précisément le diagnostic? Combattre la marchandisation, la mondialisation, le capitalisme, sa financiarisation, le productivisme, le modernisme, le scientisme, c'est beaucoup (trop) à la fois, et surtout cela doit aider à définir des stratégies, des alliances, des ennemis de façon



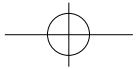
précise, pour guider l'action collective et les propositions de réformes. Le cas des assureurs est à juste titre expliqué dans l'ouvrage, car ils posent des questions radicales au traitement durable des risques engendrés par tous les choix technologiques contemporains. Les risques devenant « indéfinissables », que ce soit pour le changement climatique ou pour les OGM, les assureurs peuvent être amenés à se retirer de régions ou de secteurs industriels, créant des contraintes économiques insurmontables. Doit-on s'en réjouir, s'en servir comme argument, voire même comme alliés pour faire entendre raison aux firmes les plus résistantes à la responsabilité? De la même façon, est ce que les ressorts de la réputation, particulièrement dans le capitalisme cognitif où les marques constituent des biens de premier ordre, peuvent continuer à être utilisés comme on le sent pour les firmes européennes inquiètes vis à vis des OGM? Jusqu'où peut-on ruiner la réputation de ces firmes, chez les consommateurs, chez les actionnaires, avec quels effets chez les salariés? Toutes ces questions mériteraient aussi d'être posées pour inventer des leviers d'action nécessairement inédits face une telle catastrophe annoncée.

De ce point de vue, la conclusion n'est guère optimiste puisqu'elle consiste, certes, à imaginer un troisième scénario, « démocraties et soutenabilité », fondé sur les pouvoirs collectifs citoyens face aux deux scénarios catastrophes déjà évoqués. Mais de façon significative pour le thème de notre numéro, les auteurs argumentent en faveur de ce scénario en terminant par cet appel: « Croyons que l'homo oeconomicus est susceptible d'évoluer en homo oecologicus »! Peut-on jouer croyance contre croyance, malgré tout le savoir accumulé? On sent la bataille perdue d'avance.



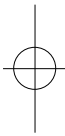
Quel traitement pour la dépendance au développement insoutenable? Pourtant, certaines des formulations fournies par les auteurs nous mettent sur la voie d'une stratégie possible. À plusieurs reprises, leur critique du productivisme, dont nous avons dit qu'elle devra encore produire une définition précise du processus et des acteurs, s'appuie sur la thématique de l'intoxication au progrès, au développement sans frein. Et cette piste mériterait d'être creusée, qui rejoindrait aisément celles tracées par Ivan Illich³, contre le développement hétéronome, où le terme de dépendance prenait cependant un sens non clinique. Car la dépendance, comme phénomène transversal à de nombreuses situations cliniques, a déjà été étudiée, mais rarement étendue à un niveau macro-sociologique pour penser des stratégies d'action réalistes. Or, les dirigeants ne sont plus les seuls en cause dans cette affaire: chacun de nous est attaché par de multiples liens à ce mode de développement, tant sur le plan

³ Illich, Ivan, *La convivialité*, Paris, Éditions du Seuil.



idéologique (toujours plus = toujours mieux) que dans sa pratique quotidienne (de la voiture à la consommation en général). Nul ne peut soudain prétendre imposer l'ascèse autoritairement, malgré l'urgence de la situation. Comment faire avec ce « je sais bien mais quand même », étudié par Mannoni⁴, et qui rend compte de la double face de notre rapport au monde ? Nous tous « savons bien » qu'il n'est pas raisonnable de conduire si vite, non seulement pour la sécurité mais aussi pour la consommation d'énergie et pour la pollution, « mais quand même », la pression des responsabilités ou de la mobilité pour elle-même a du bon et nous donne le sentiment d'exister, d'être actif, voire même important, sans parler du plaisir même de la vitesse.

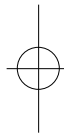
Dans le travail fait avec les personnes dépendantes, toutes les thérapies gagnantes ont reposé sur l'absence de culpabilisation (c'est un phénomène humain qui n'a rien de condamnable ou d'exceptionnel), sur la reconnaissance des personnes concernées comme premiers acteurs du changement et sur leur intégration directe à tous les collectifs de décision les concernant, collectifs qui provoquent aussi des effets de renforcement positif. Bref, traiter les drogués comme des délinquants ou des malades et les prendre en charge à leur place, interdire la drogue à tout prix quitte à fabriquer des délinquants à partir du moindre consommateur, conduire de grandes politiques d'annonce qui ne sont pas appuyées sur des associations, des médiations de terrain, tout cela n'a jamais mené à rien⁵. C'est seulement en s'obligeant à traiter chacun des détails de la difficulté à vivre, que toutes les personnes concernées, dont tous les intervenants eux-mêmes, apprennent aussi à vivre avec ces dépendances pour espérer les dépasser sans doute mais chacun à sa façon.

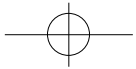


⁴ Octave, Clefs pour l'Imaginaire ou l'Autre Scène, Paris, Éditions du Seuil, 1969. Nous avons récemment étendu la formule de Mannoni, O.

⁵ Voir les travaux et interventions de terrain d'Anne Coppel notamment sur toutes ces questions, en particulier son article dans *Cosmopolitiques* n°3, « Politique des drogues : peut-on changer de politiques sans le dire ? » (2003, éditions de l'Aube) et son ouvrage *Peut-on civiliser les drogues ?*, Paris, Éditions La Découverte, 2002.

Cette transposition est-elle raisonnable dans un contexte (le changement climatique notamment) où les conséquences des actes individuels sont fort éloignées des acteurs qui les posent et prennent des détours plus grands ? Il faudrait avancer prudemment mais la théorie de la dépendance au productivisme mériterait d'être élaborée plus avant. Surtout pour proposer, par analogie, des formes d'action que nous déclinierions de la façon suivante : ne pas faire la guerre aux comportements individuels irresponsables mais produire des lieux d'écoute, de prise en charge collective (et non déléguée à quelques super savants ou technocrates qui savent mieux que les citoyens, déclassés de ce fait comme incapables d'exercer





leur citoyenneté). Prise en charge collective à des échelles maîtrisables par ces collectifs (quartier, commune, entreprise, école...) dans lesquelles on fait ce travail de soutien pour sortir de dépendances au mode de consommation, progressivement, à son rythme, avec des solutions adaptées, imaginées collectivement, avec des retours positifs de l'État par exemple pour toutes ces actions. Il est en effet terrible de constater que la dépendance au développement productiviste s'est créée en même temps que se dissolvaient les cadres collectifs de base qui auraient permis de faire évoluer des comportements par une norme sociale qui aujourd'hui n'a plus de prise sur les individus: c'est le propre même de la modernisation que de dés-instituer, de nous détacher de tout ce qui aurait pu nous permettre de rester à distance de ce mode de production.

La dénonciation savante n'a guère de poids, comme l'ont affirmé Cochet et Sinäi, face à ces isolements où chacun est seul face à son addiction de consommateur pris dans un mode de vie qu'il n'a pas voulu, qui le soumet à une pression constante, pour être plus flexible par exemple. Mais ce mode de vie est devenu fatal et finalement meilleur sur plusieurs points que le monde précédent (que l'on a oublié de toutes façons et qu'on ne récupérera pas), notamment parce que la critique écologiste y a été intégrée (pour des produits de qualité, avec traçabilité et label par exemple). Ni savante, ni critique, une politique de désintoxication doit encore être inventée.

Toutes les actions collectives effectives sont sans doute plus modestes mais en même temps plus durables que bon nombre de sommets: les associations qui diffusent sur le terrain leurs technologies, leurs aliments, leurs modes de vie alternatifs sont au cœur de ce travail et leur activité mériterait d'être soutenue non pas seulement au titre d'une forme de diffusion alternative savante mais aussi pour son effet de création de réseau social.

Au terme de cette alerte fort salutaire, il resterait donc à imaginer comment combiner la désignation claire et fine d'ennemis, au-delà des concepts-slogans peu opératoires, et la mobilisation de collectifs pour rompre ensemble la dépendance au développement insoutenable. Elle ne se fera pas sans reconstituer des réseaux sociaux et techniques où s'ancreront à nouveau les individus. Nous serions alors sortis des affrontements de croyances pour reprendre pied dans l'action et dans la solidarité collective, qui seules permettent de composer politiquement un monde commun. C'est sans doute une façon de prolonger cet ouvrage fort salutaire qui ne serait pas en contradiction avec le projet des auteurs.